

THE LORD READING LAW SOCIETY L'ASSOCIATION DE DROIT LORD READING

www.lordreading.org



- HEATHER MICHELIN**
PRESIDENT
- NANCY CLEMAN**
FIRST VICE-PRESIDENT
& PROGRAM CHAIR
- STEVEN SLIMOVITCH**
SECOND VICE-PRESIDENT &
CONTINUING LEGAL EDUCATION
CERTIFICATION CHAIR
- LAWRENCE GLAZER**
TREASURER
- JONATHAN GORDON**
RECORDING SECRETARY
- ROBERT RAPP**
LIAISON - CHAMBER OF NOTARIES
- HERSHIE FRANKEL**
MEMBERSHIP CHAIR
- ALLEN MENDELSON**
COMMUNICATIONS
- JUSTICE CAROL COHEN**
LIAISON - BENCH
- HOWARD L. TATNER**
LIAISON - BAR
- FRANK SCHLESINGER**
HUMAN RIGHTS
- ELLIOT LIFSON**
LIAISON - INDUSTRY
- MARISSA LYDYNIA**
DAVID ETTEDEGUI
LIAISONS - YOUNG BAR
- DAVID R. FRANKLIN**
INTERNATIONAL RELATIONS
- MORTON H. BESSNER**
ARCHIVES
- MARA GREENSTONE**
IMMEDIATE PAST PRESIDENT
- MORRIS CHAIKELSON**
EXECUTIVE DIRECTOR

FORMER PRESIDENTS

- 1948-50 *BENJAMIN ROBINSON, Q.C.
- 1950-52 *LOUIS FITCH, Q.C.
- 1952-54 *MICHAEL GARBER, Q.C.
- 1954-56 *PHILIP MEYEROVITCH, Q.C.
- 1956-58 *JOSEPH SHAPIRO, Q.C.
- 1958-60 *NE. RAPAPORT, Q.C.
- 1960-62 *J. HARRY BLUMENSTEIN, Q.C.
- 1962-63 *SAMUEL CHAIT, Q.C.
- 1963-64 *MONROE ABBEY, Q.C.
- 1964-65 *MOSES YELIN, Q.C.
- 1965-66 *HAROLD S. FREEMAN, Q.C.
- 1966-67 *MELVIN SALMON, Q.C.
- 1967-68 MANUEL SHACTER, Q.C., Ad. E.
- 1968-69 *JULES LEAVITT, Q.C.
- 1969-70 *E. MICHAEL BERGER, Q.C.
- 1970-71 FRED KAUFMAN, Q.C.
- 1971-72 *NATHANIEL H. SALOMON
- 1972-73 YOINE GOLDSTEIN, Ad. E.
- 1973-74 *SAMUEL GODINSKY, Q.C.
- 1974-75 LEO ROSENTZVEIG, Q.C.
- 1975-76 MORRIS CHAIKELSON
- 1976-77 *JOSEPH A. MENDELSON, Q.C.
- 1977-78 *ABRAHAM SHUSTER, Q.C.
- 1978-79 WILLIAM FRAIBERG
- 1979-80 ARTHUR I. BRONSTEIN
- 1980-81 PHILIP SHAPOSNICK
- 1981-82 L. MICHAEL BLUMENSTEIN
- 1982-83 JULIAN KOTLER, Q.C.
- 1983-84 MORTON H. BESSNER
- 1984-85 SIDNEY CUTLER, Q.C.
- 1985-86 MAX R. BERNARD, Ad. E.
- 1986-87 RAPHAEL H. SCHACHTER, Q.C., Ad. E.
- 1987-88 BARRY H. SHAPIRO
- 1988-89 MAX MENDELSON
- 1989-90 LYNNE KASSIE, Ad. E.
- 1990-91 SAMUEL MINZBERG
- 1991-92 GERALD STOTLAND
- 1992-93 MICHAEL D. WORSOFF
- 1993-94 MICHAEL L. GARONCE
- 1994-95 BRIAN M. SCHNEIDERMAN
- 1995-96 GERALD KANDESTIN
- 1996-97 SHARON G. DRUKER
- 1997-98 CASPER M. BLOOM, Q.C., Ad. E.
- 1998-99 STEVEN B. KATKIN
- 1999-00 *ARNOLD ISAACSON
- 2000-01 ALAN M. STEIN
- 2001-02 MICHAEL D. LEVINSON
- 2002-03 IAN M. SOLLOWAY
- 2003-04 SUZANNE COSTOM
- 2004-05 THEODORE GOLOFF
- 2005-06 ALLAN ADEL
- 2006-07 REISA TEITELBAUM
- 2007-08 MARK SCHRAGER
- 2008-09 RONALD H. LEVY
- 2009-10 IRWIN RUDICK
- 2010-11 DAVID STOLOW
- 2011-12 ROBIN SCHILLER

*Deceased

Montréal, le 19 novembre 2013

L'Association de droit Lord Reading s'oppose à la Charte des valeurs québécoises – devenue le projet de loi 60

La déclaration suivante, est endossée par ces anciens présidents de l'Association de droit Lord Reading:

Theodore Goloff, Avocat, Président du Comité ad hoc sur la Charte des valeurs québécoises

- Allan Adel
- Max R. Bernard, Ad. E.
- Morton H. Bessner
- Casper Bloom c.r., Ad. E. (Bâtonnier 1993-1994)
- Suzanne Costom
- Sidney Cutler, c.r.
- Sharon Druker
- L'Honorable Yoine Goldstein Ad. E.
- Mara Greenstone
- Lynne Kassie, Ad.E. (Bâtonnière 1999-2000)
- Julian Kotler, c.r.
- Michael D. Levinson
- Irwin Rudick
- Raphaël H. Schachter, c.r., Ad. E.
- Manuel Shacter, c.r., Ad. E. (Bâtonnier 1987-1988)
- Barry H. Shapiro
- Ian M. Solloway
- Alan M. Stein (Bâtonnier 2002-2003)
- Reisa Teitelbaum

Cette déclaration d'opposition a été adoptée lors d'une réunion du conseil d'administration de l'Association de droit Lord Reading, le 12 novembre 2013, sans la participation d'aucun membre de la magistrature ou d'un tribunal quasi-judiciaire.

DIRECTORS

GREGORY AZANCOT	NEIL HAZAN	ALLEN MENDELSON	DOUGLAS SIMSOVIC
URIEL BARZILAY	TIBOR HOLLANDER	DONALD MICHELIN	MARTIN SKLAR
MICHAEL BERGMAN	ANDREW KLIGER	JANET MICHELIN	ROBERT STEINMAN
MORTON H. BESSNER	MILDRED KOLODNY	IRVING NARVEY	HOWARD L. TATNER
THE HON. CAROL COHEN	TATIANA LEWIN	INNA NEKHM	LAUREN TATNER
L. B. ERDLE	ELLIOT LIFSON	THE HON. EVA PETRAS	LAWRENCE WITT
DAVID ETTEDEGUI	STEPHANIE LIPSTEIN	ROBERT RAPP	JUDAH WOLOFSKY
JONATHAN FOLDIAK	MARISSA LYDYNIA	GARY S. ROSEN	ALYSSA J. YUFE
HERSHIE FRANKEL	ERIC MALDOFF, C.M., Ad.E.	FRANK SCHLESINGER	
DAVID R. FRANKLIN, Ad.E.	LAURENCE MARKOWITZ	JULIE SCHLESINGER	

**THE LORD READING LAW SOCIETY
L'ASSOCIATION DE DROIT LORD READING**

Depuis plus de 65 ans, l'Association de droit Lord Reading représente la voix collective des juristes juifs du Québec, prônant les droits et libertés de tous les Québécois et Québécoises et la diversité tant au sein de la magistrature que de la fonction publique afin de refléter la diversité raciale, culturelle et religieuse des Québécois. L'Association s'enorgueillit du fait que cinq de ses anciens présidents furent élus bâtonniers du Barreau de Montréal. Son œuvre lui a valu la Médaille du Barreau de Montréal en 2008.

« Parce que nos valeurs on y croit » - nous sommes attristés et atterrés, par la vision d'une Charte des valeurs, qui limite et compromet la liberté fondamentale de conscience, d'expression et de religion de Québécois et Québécoises de diverses croyances, sans qu'il n'y ait preuve de préjudice sociétal justifiant telles restrictions.

Ces libertés sont nos valeurs communes qui animent et définissent le Québec. Le Canada est un des rédacteurs de la Déclaration Universelle des droits de l'homme¹ adoptée en 1948, année de la fondation de l'Association. Cette Déclaration Universelle fait de la liberté de conscience, d'expression, de religion, et de dignité de chaque individu, des droits inaliénables, que chaque société démocratique doit promouvoir et protéger. Les Chartes québécoise² et canadienne, accentuent le caractère fondamental de ces droits et libertés individuels comme étant des impératifs légaux, faisant partie de la « règle de droit », qui font de nous une société libre et démocratique et dont le gouvernement est fiduciaire.

Depuis la Révolution Tranquille, la société québécoise est devenue accueillante, inclusive et respectueuse des traditions et croyances de diverses communautés ainsi qu'attrayante pour les immigrants qui contribuent, par leurs apports, à notre économie. Si ledit projet de loi prétend qu'il respecte ces libertés,³ sous le couvert de prévoir la séparation des religions et de l'État et d'avancer l'égalité entre femmes et hommes, principe déjà reconnu dans notre système de droit, il est discriminatoire envers les membres de certaines communautés dont les préceptes ou les traditions les obligent à porter certains vêtements, écartant les libertés fondamentales de conscience, d'expression et de religion, en les forçant à violer leurs croyances, comme si c'est le prix à payer pour participer pleinement à la vie publique, économique et juridique de la Province. L'interdiction de porter de tels vêtements entraîne l'exclusion de ces personnes, alors que pleinement qualifiées, à tout poste dans la fonction publique, dont la magistrature, en raison de leur croyance religieuse, créant un Québec d'exclusion et trahissant l'héritage laissé par Jean Lesage et René Lévesque.

La loi proposée viole les libertés fondamentales et compromet les droits et libertés fondamentaux nous appartenant à tous. La Déclaration Universelle et les Chartes canadienne et québécoise enchâssent ces libertés, et rendent le gouvernement garant de ces droits. Comment nos droits et libertés fondamentaux sont-ils protégés et promus en limitant, d'une telle façon discriminatoire, l'étendue de participation de nos voisins aux institutions publiques québécoises?

¹ Le regretté professeur John P. Humphrey, O.C. Officier de l'Ordre national du Québec, de la Faculté de droit de l'Université McGill, il fut l'un des rédacteurs en chef de la Déclaration des Nations-Unies, évoquée par Madame Eleanor Roosevelt comme étant « La Magna Carta Internationale pour toute l'humanité » (traduction).

² En vigueur depuis 1975, 7 ans avant la Charte canadienne, la Charte des droits et libertés de la personne du Québec, dans son préambule, déclare que la reconnaissance de ces droits fondamentaux « ...constitue le fondement de la justice, de la liberté et de la paix. »

³ Projet de loi 60, préambule, alinéa 5

THE LORD READING LAW SOCIETY
L'ASSOCIATION DE DROIT LORD READING

Dans le système juridique québécois, le juge ne représente pas l'État, il représente la « règle de droit ». S'il représentait l'État plutôt que la « règle de droit », aucun magistrat ne pourrait entendre une cause impliquant le gouvernement en raison de conflits d'intérêts. À moins de motifs sérieux amenant à douter de leur impartialité, tout juge est censé être un décideur indépendant et impartial. Comment la tenue d'un juge, policier, professionnel de la santé ou fonctionnaire, peut-elle amenuiser leur impartialité ou aptitude, plus que la couleur de leur peau, leur nationalité, leur langue, leur sexe ou quelque autre motif interdit de discrimination.

Pourquoi la Charte des valeurs établit-elle de telles présomptions à l'égard de la tenue vestimentaire servant à identifier ces personnes comme adhérentes d'une confession religieuse particulière? En quoi le port de tels vêtements entraverait ou minerait leur professionnalisme, impartialité et indépendance? En quoi l'égalité hommes et femmes est-elle avancée en prohibant le port d'un couvre-chef par un médecin sikh dans les hôpitaux québécois, tenant compte que seuls les mâles ont l'obligation religieuse de le porter? La Charte des valeurs est issue de prémisses douteuses et discrimine par effet disparate par rapport à des minorités.

Divers incidents d'intolérance se sont déjà manifestés. Que le présent débat en soit ou non la cause, il ouvre la porte à ceux qui sont ainsi portés, à l'utilisation de faux prétextes pour dissimuler leurs attaques envers leurs voisins. Nous applaudissons le maire de la Ville de Montréal M. Denis Coderre ainsi que le Président de la Commission des droits de la personne⁴, pour leur réprobation de la vision du gouvernement et leur défense d'une société tolérante, inclusive et juste.

Le principe « Justice, Justice, tu suivras assidûment », est un principe fondamental de notre communauté légale. Le mot « justice » se répète afin de souligner son aspect dynamique qui doit être poursuivi à l'avantage de toutes les communautés. Québec doit demeurer une société ouverte, juste, inclusive, diverse et distincte mais défenseur de ces droits et libertés fondamentaux qui sont des impératifs de la règle de droit. Si nous léguons à nos enfants une société intolérante et une législation basée sur des prémisses douteuses qui engendrent de la discrimination, nous trahisons tant l'héritage de la Révolution Tranquille, que le patrimoine de tous les Québécois.

⁴ Me Jacques Frémont, Président de la Commission des droits de la personne, est professeur émérite et ancien Doyen de la Faculté de droit de l'Université de Montréal.

THE LORD READING LAW SOCIETY L'ASSOCIATION DE DROIT LORD READING

www.lordreading.org



HEATHER MICHELIN*
PRESIDENT
NANCY CLEMAN
FIRST VICE-PRESIDENT
& PROGRAM CHAIR
STEVEN SLIMOVITCH
SECOND VICE-PRESIDENT &
CONTINUING LEGAL EDUCATION
CERTIFICATION CHAIR
LAWRENCE GLAZER
TREASURER
JONATHAN GORDON
RECORDING SECRETARY
ROBERT RAPP
LIAISON – CHAMBER OF NOTARIES
HERSHIE FRANKEL
MEMBERSHIP CHAIR
ALLEN MENDELSON
COMMUNICATIONS
JUSTICE CAROL COHEN
LIAISON - BENCH
HOWARD L. TATNER
LIAISON - BAR
FRANK SCHLESINGER
HUMAN RIGHTS
ELLIOT LIFSON
LIAISON - INDUSTRY
MARISSA LYDYNIA
DAVID ETEDGUI
LIAISONS - YOUNG BAR
DAVID R. FRANKLIN
INTERNATIONAL RELATIONS
MORTON H. BESSNER
ARCHIVES
MARA GREENSTONE
IMMEDIATE PAST PRESIDENT
MORRIS CHAIKELSON
EXECUTIVE DIRECTOR

FORMER PRESIDENTS

1948-50 *BENJAMIN ROBINSON, Q.C.
1950-52 *LOUIS FITCH, Q.C.
1952-54 *MICHAEL GARBER, Q.C.
1954-56 *PHILIP MEYEROVITCH, Q.C.
1956-58 *JOSEPH SHAPIRO, Q.C.
1958-60 *NE. RAPPAPORT, Q.C.
1960-62 *J. HARRY BLUMENSTEIN, Q.C.
1962-63 *SAMUEL CHAIT, Q.C.
1963-64 *MONROE ABBEY, Q.C.
1964-65 *MOSES YELIN, Q.C.
1965-66 *HAROLD S. FREEMAN, Q.C.
1966-67 *MELVIN SALMON, Q.C.
1967-68 MANUEL SHACTER, Q.C., Ad. E.
1968-69 *JULES LEAVITT, Q.C.
1969-70 *E. MICHAEL BERGER, Q.C.
1970-71 FRED KAUFMAN, Q.C.
1971-72 *NATHANIEL H. SALOMON
1972-73 YOINE GOLDSTEIN, Ad. E.
1973-74 *SAMUEL GODINSKY, Q.C.
1974-75 LEO ROSENZWEIG, Q.C.
1975-76 MORRIS CHAIKELSON
1976-77 *JOSEPH A. MENDELSON, Q.C.
1977-78 *ABRAHAM SHUSTER, Q.C.
1978-79 WILLIAM FRAIBERG
1979-80 ARTHUR I. BRONSTEIN
1980-81 PHILIP SHAPOSNICK
1981-82 L. MICHAEL BLUMENSTEIN
1982-83 JULIAN KOTLER, Q.C.
1983-84 MORTON H. BESSNER
1984-85 SIDNEY CUTLER, Q.C.
1985-86 MAX R. BERNARD, Ad. E.
1986-87 RAPHAEL H. SCHACTER, Q.C., Ad. E.
1987-88 BARRY H. SHAPIRO
1988-89 MAX MENDELSON
1989-90 LYNNE KASSIE, Ad. E.
1990-91 SAMUEL MINZBERG
1991-92 GERALD STOTLAND
1992-93 MICHAEL D. WORSOFF
1993-94 MICHAEL L. GARONCE
1994-95 BRIAN M. SCHNEIDERMAN
1995-96 GERALD KANDESTIN
1996-97 SHARON G. DRUKER
1997-98 CASPER M. BLOOM, Q.C., Ad. E.
1998-99 STEVEN B. KATKIN
1999-00 *ARNOLD ISAACSON
2000-01 ALAN M. STEIN
2001-02 MICHAEL D. LEVINSON
2002-03 IAN M. SOLLOWAY
2003-04 SUZANNE COSTOM
2004-05 THEODORE GOLOFF
2005-06 ALLAN ADEL
2006-07 REISA TEITELBAUM
2007-08 MARK SCHRAGER
2008-09 RONALD H. LEVY
2009-10 IRWIN RUDICK
2010-11 DAVID STOLOW
2011-12 ROBIN SCHILLER

*Deceased

Montreal, November 19, 2013

The Lord Reading Law Society Opposes Charter of Quebec Values - now Bill 60

The following statement is endorsed by these Past Presidents of The Lord Reading Law Society:

Theodore Goloff, Attorney, Chair – Ad Hoc Charter of Quebec Values Committee

Allan Adel

Max R. Bernard, Ad. E.

Morton H. Bessner

Casper Bloom Q.C., Ad. E. (Bâtonnier 1993-1994)

Suzanne Costom

Sidney Cutler, Q.C.

Sharon Druker

The Honourable Yoine Goldstein Ad. E.

Mara Greenstone

Lynne Kassie, Ad. E. (Bâtonnière 1999-2000)

Julian Kotler, Q.C.

Michael D. Levinson

Irwin Rudick

Raphaël H. Schachter, Q.C., Ad. E.

Manuel Shacter, C.R., Ad. E. (Bâtonnier 1987-1988)

Barry H. Shapiro

Ian M. Solloway

Alan M. Stein (Bâtonnier 2002-2003)

Reisa Teitelbaum

This statement of opposition was adopted at a meeting of the Board of Directors of The Lord Reading Law Society on November 12, 2013 without the participation of any member of the judiciary or any member of a quasi-judicial tribunal.

DIRECTORS

GREGORY AZANCOT
URIEL BARZILAY
MICHAEL BERGMAN
MORTON H. BESSNER
THE HON. CAROL COHEN
L. B. ERDLÉ
DAVID ETEDGUI
JONATHAN FOLDIAK
HERSHIE FRANKEL
DAVID R. FRANKLIN, Ad. E.

NEIL HAZAN
TIBOR HOLLANDER
ANDREW KLIGER
MILDRED KOLODNY
TATIANA LEWIN
ELLIOT LIFSON
STEPHANIE LIPSTEIN
MARISSA LYDYNIA
ERIC MALDOFF, C.M., Ad. E.
LAURENCE MARKOWITZ

ALLEN MENDELSON
DONALD MICHELIN
JANET MICHELIN
IRVING NARVEY
INNA NEKHIM
THE HON. EVA PETRAS
ROBERT RAPP
GARY S. ROSEN
FRANK SCHLESINGER
JULIE SCHLESINGER

DOUGLAS SIMSOVIC
MARTIN SKLAR
ROBERT STEINMAN
HOWARD L. TATNER
LAUREN TATNER
LAWRENCE WITT
JUDAH WOLOFSKY
ALYSSA J. YUFE

**THE LORD READING LAW SOCIETY
L'ASSOCIATION DE DROIT LORD READING**

For 65 years the Lord Reading Law Society, the collective voice of Québec's Jewish jurists, has promoted respect for the fundamental rights of all Quebecers and championed diversity within the judiciary and the public service to reflect all of Québec's racial, cultural and religious communities. The Society takes pride in the fact that five of its past presidents have been elected *Bâtonniers* of the *Barreau de Montréal* and that for its work, it received the *Médaille du Barreau de Montréal* in 2008.

Parce que nos valeurs on y croit, we are disheartened and dismayed by the vision of a "*Charte des valeurs*" that limits and compromises the fundamental freedoms of conscience, expression and religion of Quebecers of many faiths, although no harm to society has been shown that would justify any such limitations.

These freedoms are "our" shared values that animate and define Quebec. Canada helped draft the Universal Declaration of Human Rights¹, and adopted it in 1948, the year the Society was founded. That UN Declaration makes the freedoms of conscience, expression and religion, and the inherent dignity of all persons, inalienable human rights that democratic states are obliged to advance and protect as the birthright of all persons. The Québec and Canadian Charters² reinforce the fundamental character of these personal rights and freedoms as "legal imperatives", part of the "rule of law" that makes us a free and democratic society, of which the government is the trustee.

With the Quiet Revolution, Québec society became inclusive, welcoming, respectful of many traditions and faiths, and attractive to immigrants who enrich our economy with their talents. Although it claims to respect these freedoms,³ the Bill, in the guise of seeking to separate religion and State and advance equality between women and men, both principles already part of our law, discriminates against adherents of those faiths whose traditions require them to wear certain clothing, and disregards fundamental freedoms of conscience, expression and religion by forcing them to violate what they believe are religious obligations as the price for being able to participate fully in the public, economic and juridical life of the Province. Banning the wearing of such clothing means excluding such persons, even though fully qualified, from public service, including the judiciary, simply because of their adherence to their religious convictions. It creates an exclusionary Québec that betrays the legacy of Jean Lesage and René Lévesque.

The proposed law frustrates fundamental freedoms that are our heritage, and compromises human rights that belong to all of us. The UN Declaration, the Canadian and Québec Charters enshrine these freedoms, and makes the Government the guarantor of these rights. How are our fundamental human rights protected and advanced by limiting, in such a discriminatory manner, the extent to which our neighbours can freely participate in Québec's public institutions?

¹ The late Prof. John P. Humphrey, O.C., Officier de l'Ordre National du Québec, of McGill University's Faculty of Law was a principal drafter of the Universal Declaration of Human Rights, referred to by Eleanor Roosevelt as "The International Magna Carta of Mankind".

² In force since 1975, 7 years before the Canadian Charter, the Quebec Charter of Human Rights and Freedoms, in its preamble, declares that these fundamental freedoms "...constitute the foundation of justice, liberty and peace".

³ Bill 60, preamble, 5th paragraph.

THE LORD READING LAW SOCIETY
L'ASSOCIATION DE DROIT LORD READING

In Québec's legal system, a judge does not "represent" the State. A judge represents the "rule of law". If a judge "represented" the State rather than the law, no judge could adjudicate cases involving the Government because of conflict of interest. In the absence of serious reasons to doubt their neutrality, judges are presumed independent and impartial. How does what a judge, a police officer, a health professional or any other public servant wears diminish their impartiality or ability any more than the colour of their skin, their nationality, their language, their sex or any other ground upon which the law prohibits discrimination?

Why does this proposed law make such assumptions about how what public servants wear, that identify them as adherents of specific religions, might allegedly affect their professionalism, impartiality and independence? How are women's equality rights advanced by forbidding Sikh physicians from wearing turbans in Québec hospitals, if only males have such religious obligations? The *Charte des valeurs* proceeds from doubtful assumptions and discriminates, through disparate impact, against minorities.

Serious incidents of intolerance have already surfaced. Whether the present debate is or is not the cause, it provides to those who would be so inclined, false reasons and a cover to attack their neighbours. We applaud Montreal Mayor Denis Coderre and the President of the Quebec Human Rights Commission⁴ who have acerbically criticised the Government's vision, and for their defence of inclusiveness, tolerance and justice.

The principle "Justice, Justice Shall You Pursue" is cherished by our legal community. "Justice" is repeated because it must be actively pursued, on behalf of all peoples. Québec must remain open, just, inclusive, diverse yet distinct, and protective of these human rights and freedoms that are imperatives of the "rule of law". If we bequeath to our children a society that is intolerant and legislation that, based on false premises, results in discrimination, we betray the legacy of the Quiet Revolution and the birthright of all Quebecers.

⁴ Me Jacques Frémont, President of the Quebec Human Rights Commission is Professor Emeritus and formerly Dean of the Faculty of Law, Université de Montréal;